



« Ni chien de garde, ni chien d'accompagnement ! »

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Comme je l'ai déjà annoncé au nom de Force Ouvrière, nous ne donnerons aucune consigne de vote, directe ou indirecte, à l'occasion des élections présidentielles.

Cela ne nous empêchera pas de faire connaître publiquement, en 2017, nos positions, analyses et revendications sur les questions économiques et sociales, tant sur le plan national qu'europpéen et international.

Conformément à nos résolutions, nous rappellerons en particulier que l'austérité est triplement suicidaire : socialement, économiquement et démocratiquement.

Au fur et à mesure, les candidat(e)s vont faire connaître leurs programmes. Sans prendre parti nous réagirons à des propositions qui, sur le plan économique, social ou syndical, nous apparaîtraient dangereuses.

En effet, tout le monde connaît l'adage « qui ne dit mot consent ».

C'est ainsi que nous avons exprimé nos fortes inquiétudes sur les propositions annoncées par l'un des candidats, à savoir notamment :

- la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires ;
- la fin du monopole syndical pour le premier tour des élections sociales ;
- les menaces sur l'existence de la Sécurité sociale ;
- la fin de la durée légale du travail ;
- le relèvement des seuils sociaux de 10 à 50 et de 50 à 100, le tout avec l'accentuation d'une politique néolibérale, facteur d'inégalités croissantes, de chômage, de faible activité, de baisse du pouvoir d'achat.

Certes, nous sommes réalistes et nous savons faire la part des choses entre une élection dans le cadre des primaires et une élection présidentielle.

Nous serons donc attentifs.

Et comme d'habitude, sans hésitation, nous ferons valoir notre syndicalisme libre et indépendant. Dire les choses, faire ce que l'on dit, là est l'essentiel.

Que cela plaise ou non n'est pas le problème. Ni chien de garde, ni chien d'accompagnement !

JEAN-CLAUDE MAILLY,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
@jcmailly sur Twitter